

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2023/47332]

**16 MAI 2023. — Circulaire ministérielle relative à l'article 17.2 du modèle de contrat de service d'assainissement industriel en annexe LVII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau**

Cette circulaire précise le champ d'application de l'article 17.2 du modèle de contrat de service d'assainissement industriel (CSAI), en le restreignant aux seuls cas d'arrêt de rejet industriel dans la station d'épuration publique et de non-respect des dispositions de l'article 11.2 du même CSAI.

Les organismes suivants sont soumis à la présente circulaire :

- la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.) ;
- les organismes d'assainissement agréés (O.A.A.) conformément aux articles 343 à 345 du Code de l'eau ;
- les établissements concernés par le CSAI.

**1. Introduction**

En vertu du Code de l'eau (art. D.260 § 2 et § 3), un contrat d'assainissement industriel doit être signé entre un établissement, la S.P.G.E. et un O.A.A., dès lors que l'établissement rejette des eaux usées industrielles dans le réseau d'assainissement d'une station d'épuration publique. Pour ce faire, le modèle de CSAI a été adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018. La présente circulaire porte sur le modèle de CSAI, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2021 modifiant l'annexe LVII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'eau en ce qui concerne le modèle de contrat de service d'assainissement industriel.

Le modèle de CSAI comporte un article 17.2., formulé comme suit :

« 17.2. Résiliation.

*L'établissement ou la SPGE peuvent résilier le présent contrat à tout moment moyennant un préavis de six (6) mois signalé aux parties au contrat par lettre motivée et recommandée. La résiliation peut intervenir lorsqu'il n'y a plus de rejet industriel dans la station d'épuration. »*

Or, cet article ne précise pas les motifs ou les cas permettant à la S.P.G.E. de résilier un CSAI. Cette imprécision peut constituer une insécurité juridique pour l'établissement partie à un CSAI. En effet, une résiliation imprévisible avec un délai de préavis de 6 mois ne permettrait pas à l'établissement concerné de mettre en place une alternative au rejet de ses eaux industrielles dans la station d'épuration publique. Compte tenu de ces éléments, il convient donc d'apporter des clarifications sur l'interprétation de l'article 17.2 du modèle de CSAI.

**2. Références légales**

Les dispositions applicables à la présente circulaire sont :

- l'article D.260 de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;
- l'annexe LVII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

**3. Champ d'application de l'article 17.2 du modèle de CSAI**

L'économie générale du contrat implique que l'article 17.2. du modèle du CSAI soit mis en lien direct avec l'article 11 du modèle de contrat et plus précisément l'article 11.2.

L'article 17.2 doit, par conséquent, être interprété au regard de l'article précité.

L'article 11.2 dudit modèle, repris ci-dessous, prévoit la procédure à mettre en place par les parties en cas de non-respect par l'établissement des conditions de son permis.

« 11.2. En cas de non-respect des conditions du permis.

*Sans préjudice de l'article 58 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en cas de dépassement des valeurs limites fixées ou de déversement de produits non autorisés dans le permis d'environnement, l'établissement est tenu :*

- D'en avvertir l'OAA et la SPGE dès qu'il en a connaissance,
- De prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

*En cas d'accident de fabrication ou de tout autre événement susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le permis ou des valeurs convenues pour le calcul du CI (1), l'établissement est tenu :*

- D'en avvertir dans les plus brefs délais l'OAA via les contacts documentés en annexe 5<usb>;
- De prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord avec l'OAA en urgence, pour une autre solution<usb>;
- D'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autres que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de l'OAA<usb>;
- De caractériser précisément le rejet en durée, quantité et qualité, au moyen d'un prélèvement supplémentaire si le rejet est envoyé vers la station d'épuration.

*En cas de non-conformité des rejets de l'établissement et pour tenir compte des difficultés techniques liées à la mise en conformité de ses rejets, l'OAA et l'établissement procèdent à un examen commun des solutions permettant de remédier à la situation et compatibles avec, d'une part, les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement et, d'autre part, le fonctionnement de l'établissement.*

*Les différentes parties décident, d'un commun accord, d'adopter un échéancier qui prévoit au minimum :*

*La liste des actions à mener,*

- Les valeurs à atteindre,

*La date de mise en conformité.*

*L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la SPGE ou l'OAA du fait du non-respect des conditions de déversement de ses effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le permis d'environnement ou encore les valeurs convenues pour le CI, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par la SPGE ou l'OAA est démontré. »*

Outre la possibilité de résiliation prévue explicitement par l'article 17.2, en cas de fin de rejet industriel dans la station d'épuration, le droit de résiliation prévu à l'article 17.2 à l'initiative de la S.P.G.E. ne peut être exercé qu'au motif du non-respect de l'article 11.2 et après constatation de l'échec de la phase de concertation prévue à l'article précité.

La circulaire entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, date de l'entrée en vigueur du modèle de CSAI.

Namur, le 16 mai 2023.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—  
Note

<sup>1</sup> Coût d'Investissement, défini à l'article 7 du modèle de CSAI.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47332]

**16. MAI 2023 — Ministerielles Rundschreiben zu Artikel 17.2 des Mustervertrags für industrielle Abwasserentsorgung in Anhang LVII des Verordnungsteils von Buch II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch bildet**

Dieses Rundschreiben präzisiert den Anwendungsbereich von Artikel 17.2 des Vertrags über die industrielle Abwasserreinigung (contrat de service d'assainissement industriel - CSAI) und beschränkt ihn auf Fälle, in denen die industrielle Einleitung in die öffentliche Kläranlage gestoppt wird und die Bestimmungen von Artikel 11.2 desselben CSAI nicht eingehalten werden.

Die folgenden Organisationen unterliegen dem vorliegenden Rundschreiben:

- die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (Société Publique de Gestion de l'Eau - S.P.G.E.)
- für die Klärung zugelassene Einrichtungen (organismes d'assainissement agréés - O.A.A.) gemäß den Artikeln 343 bis 345 des Wassergesetzes;
- die vom CSAI betroffenen Einrichtungen.

**1. Einführung**

Gemäß dem Wassergesetz (Art. D.260 § 2 und § 3) muss ein Vertrag über industrielle Abwasserentsorgung zwischen einer Einrichtung, der S.P.G.E. und einer O.A.A. abgeschlossen werden, sobald die Einrichtung industrielle Abwässer in das Abwassersystem einer öffentlichen Kläranlage einleitet. Zu diesem Zweck wurde das CSAI-Muster durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 angenommen. Dieses Rundschreiben bezieht sich auf das CSAI-Muster, das zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2021 zur Änderung von Anhang LVII des Verordnungsteils von Buch II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf das Modell des Dienstleistungsvertrags für industrielle Abwasserentsorgung geändert wurde.

Das CSAI-Muster enthält einen Artikel 17.2, der wie folgt lautet:

„17.2. Kündigung.

*Die Einrichtung oder die SPGE können diesen Vertrag jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs (6) Monaten kündigen, wobei die Kündigung begründet und den Vertragsparteien per Einschreiben mitgeteilt wird. Die Kündigung kann erfolgen, wenn keine industriellen Einleitungen mehr in die Kläranlage erfolgen.“*

In diesem Artikel werden jedoch keine Gründe oder Fälle genannt, die es der S.P.G.E. erlauben, einen CSAI zu kündigen. Diese Ungenauigkeit kann eine Rechtsunsicherheit für die an einem CSAI beteiligte Einrichtung darstellen. Eine unvorhersehbare Kündigung mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten würde es nämlich der betroffenen Einrichtung nicht ermöglichen, eine Alternative zur Einleitung ihres Industrieabwassers in die öffentliche Kläranlage zu schaffen. Angesichts dieser Tatsachen ist es daher angebracht, die Auslegung von Artikel 17.2 des CSAI-Musters klarzustellen.

**2. Verweise auf Gesetze**

Die für dieses Rundschreiben geltenden Bestimmungen sind:

- Artikel D.260 des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetz bildet;
- Anhang LVIII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

**3. Anwendungsbereich von Artikel 17.2 des CSAI-Musters**

Die Gesamtkonomie des Vertrags impliziert, dass Artikel 17.2. des CSAI-Musters direkt mit Artikel 11 des Mustervertrags und insbesondere mit Artikel 11.2. in Verbindung gebracht werden muss.

Artikel 17.2 muss daher im Hinblick auf den oben genannten Artikel ausgelegt werden.

Artikel 11.2 des nachstehend wiedergegebenen Musters sieht das Verfahren vor, das von den Parteien einzurichten ist, wenn eine Einrichtung die Bedingungen ihrer Genehmigung nicht erfüllt.

„11.2. Bei Nichteinhaltung der Auflagen der Genehmigung.

*Unbeschadet Artikel 58 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ist die Einrichtung im Falle einer Überschreitung der festgelegten Grenzwerte oder der Freisetzung von Produkten, die in der Umweltgenehmigung nicht zugelassen sind, verpflichtet:*

- Die OAA und die SPGE zu benachrichtigen, sobald sie davon Kenntnis erhält,
  - Die notwendigen Vorkehrungen zu treffen, um die Verschmutzung des eingeleiteten Abwassers zu verringern.
- Bei einem Betriebsunfall oder einem anderen Ereignis, das zu einer Überschreitung der in der Genehmigung festgelegten Grenzwerte oder der für die Berechnung der IK (1) vereinbarten Werte führen kann, ist der Betrieb verpflichtet:*
- die OAA so schnell wie möglich über die in Anhang 5 dokumentierten Kontakte zu benachrichtigen;
  - Bei Bedarf Vorkehrungen zu treffen, um außergewöhnlich verschmutzte Einleitungen in eine spezialisierte Behandlungsanlage zu leiten, es sei denn, es wird mit der OAA dringend eine andere Lösung vereinbart;

- Ihr Abwassersystem für andere als häusliche Abwässer zu isolieren, wenn die Überschreitung eine ernsthafte Gefahr für das Funktionieren der öffentlichen Abwasserentsorgung oder für die natürliche Umwelt darstellt, oder auf begründeten Antrag der OAA;

- Die Einleitung hinsichtlich Dauer, Menge und Qualität genau zu charakterisieren, mittels einer zusätzlichen Probenahme, wenn die Einleitung in die Kläranlage geleitet wird.

Bei nicht-konformen Einleitungen der Einrichtung und zur Berücksichtigung der technischen Schwierigkeiten, die mit der Herstellung der Konformität der Einleitungen verbunden sind, prüfen die OAA und die Einrichtung gemeinsam Lösungen zur Behebung der Situation, die einerseits mit den betrieblichen Zwängen der öffentlichen Abwasserentsorgung und andererseits mit dem Betrieb der Einrichtung vereinbar sind.

Die verschiedenen Parteien beschließen einvernehmlich einen Zeitplan, der mindestens Folgendes vorsieht:

die Liste der zu ergreifenden Maßnahmen,

- die zu erreichenden Werte,

Das Datum der Wiederherstellung der Einhaltung der Vorschriften.

Die Einrichtung haftet für die schädlichen Folgen, die die SPGE oder die OAA aufgrund der Nichteinhaltung der Bedingungen für die Einleitung ihrer Abwässer und insbesondere der in der Umweltgenehmigung festgelegten Grenzwerte oder auch der vereinbarten Werte für die IK erlitten hat, und zwar sobald der kausale Zusammenhang zwischen der Nichtkonformität dieser Einleitungen und den von SPGE oder OAA erlittenen Schäden nachgewiesen ist.“

Neben der in Artikel 17.2 ausdrücklich vorgesehenen Kündigungsmöglichkeit bei Beendigung der industriellen Einleitung in die Kläranlage kann das in Artikel 17.2 vorgesehene Kündigungsrecht auf Initiative der S.P.G.E. nur mit der Begründung der Nichteinhaltung von Artikel 11.2 und nach Feststellung des Scheiterns der im oben genannten Artikel vorgesehenen Konzertierungsphase ausgeübt werden.

Das Rundschreiben tritt am 1. Januar 2019 in Kraft, dem Tag, an dem das CSAI-Muster in Kraft tritt.

Namur, den 16. Mai 2023

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Investitionskosten, wie in Artikel 7 des CSAI-Musters definiert.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47332]

**16 MEI 2023. — Ministeriële omzendbrief betreffende artikel 17.2 van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering in bijlage LVII bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt**

Deze omzendbrief verduidelijkt het toepassingsgebied van artikel 17.2 van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering (“CSAI”), door het uitsluitend te beperken tot gevallen waarin de industriële lozing in het openbare zuiveringsstation wordt stopgezet en de bepalingen van artikel 11.2 van het dezelfde “CSAI” niet zijn nageleefd.

De volgende instellingen zijn onderworpen aan deze omzendbrief:

- de “Société Publique de Gestion de l’Eau” (S.P.G.E.) (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) ;
- de erkende saneringsinstellingen (O.A.A.) overeenkomstig de artikelen 346 tot 345 van het Waterwetboek;
- de instellingen betrokken bij het “CSAI”.

**1. Inleiding**

Krachtens het Waterwetboek (art. D.260, § 2 en § 3), moet een contract voor industriële sanering worden ondertekend tussen een instelling, de “S.P.G.E.” en een “O.A.A.”, zodra de instelling industrieel afvalwater loost in het saneringsnet van een openbaar zuiveringsstation. Daartoe werd het “CSAI”-model aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018. Deze omzendbrief heeft betrekking op het “CSAI”-model, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2021 tot wijziging van bijlage LVII bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, met betrekking tot het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering.

Het “CSAI”-model omvat een artikel 17.2, luidend als volgt:

“17.2. Opzegging.

De instelling of “SPGE” kan dit contract te allen tijde opzeggen door middel van een aangetekend schrijven met opgave van redenen en met inachtneming van een opzegtermijn van zes (6) maanden. Het contract kan worden opgezegd wanneer er geen industriële lozing meer plaatsvindt in het zuiveringsstation. »

Dit artikel specificeert echter niet de redenen of de gevallen waarin de “S.P.G.E.” een “CSAI” kan opzeggen. Deze onduidelijkheid kan rechtsonzekerheid tot gevolg hebben voor de instelling die partij is bij een “CSAI”. Een onvoorziene opzegging met een opzegtermijn van 6 maanden zou de betrokken instelling immers niet in staat stellen een alternatief op te zetten voor het lozen van haar industrieel afvalwater in het openbare zuiveringsstation. Rekening houdend met deze elementen is verduidelijking nodig over de interpretatie van artikel 17.2 van het “CSAI”-model.

**2. Wettelijke referenties**

De bepalingen die van toepassing zijn op deze omzendbrief zijn:

- artikel D.260 van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- bijlage LVII bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**3. Toepassingsgebied van artikel 17.2 van het “CSAI”-model**

De algemene economie van het contract impliceert dat artikel 17.2 van het “CSAI”-model rechtstreeks gekoppeld moet worden aan artikel 11 van het model van contract en meer bepaald, artikel 11.2.

Artikel 17.2 moet dus worden uitgelegd in het licht van voornoemd artikel.

Artikel 11.2 van onderstaand bedoeld model voorziet in de procedure die door de partijen moet worden ingesteld bij niet-naleving door de instelling van de voorwaarden van haar vergunning.

*“11.2. Bij niet-naleving van de voorwaarden van de vergunning.*

Onverminderd artikel 58 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning moet de instelling, in geval van overschrijding van de vastgestelde grenswaarden of bij lozing van producten die in de milieuvergunning niet toegelaten zijn:

- de “OAA” en de “SPGE” op de hoogte stellen zodra zij hiervan op de hoogte wordt gesteld,
- de nodige maatregelen treffen om de verontreiniging van het geloosde afvalwater te beperken.

Indien er iets tijdens de fabricage is misgegaan of in geval van iedere andere gebeurtenis die een overschrijding kan veroorzaken van de grenswaarden bepaald in de vergunning of van de waarden die worden vastgesteld voor de berekening van de investeringskosten bedoeld in artikel 7 van het “CSAI”-model, moet de inrichting:

- de “OAA” zo spoedig mogelijk daarvan in kennis stellen via de in bijlage 5 vermelde contactpersonen;
- indien nodig, maatregelen nemen om de uitzonderlijk verontreinigde lozingen af te voeren naar een gespecialiseerd behandelingscentrum, tenzij dringend overeengekomen met de “OAA”, voor een andere oplossing;
- haar afvoersysteem voor ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater isoleren indien de overschrijding een ernstig risico vormt voor de werking van de openbare saneringsdienst of voor het natuurlijk milieu, of op gerechtvaardigd verzoek van de “OAA”;
- de lozing in duur, hoeveelheid en kwaliteit nauwkeurig bepalen via een bijkomende monsterneming indien de lozing naar het zuiveringsstation wordt gestuurd.

In geval van niet-overeenstemming van de lozingen van de instelling en om rekening te houden met de technische moeilijkheden gebonden aan het in overeenstemming brengen van haar lozingen, gaan de “OAA” en de instelling tot een gemeenschappelijk onderzoek over van de oplossingen die de toestand kunnen verhelpen en die verenigbaar zijn met, enerzijds, de exploitatiebeperkingen van de openbare saneringsdienst, en, anderzijds, met de werking van de instelling.

De verschillende partijen beslissen in onderlinge overeenstemming om een tijdschema aan te nemen waarin minstens wordt voorzien in:

- de lijst van de te voeren acties,
- de te bereiken waarden,
- de datum van het in overeenstemming brengen.

De instelling is verantwoordelijk voor de schadelijke gevolgen die de “SPGE” of de “OAA” heeft geleden wegens de niet-naleving van de lozingsvoorwaarden voor haar afvalwater en, in het bijzonder, van de in de milieuvergunning bepaalde grenswaarden of van de voor de berekening van de investeringskosten bepaalde waarden, en dit, zodra de oorzakelijkheid tussen de niet-overeenstemming van bedoelde lozingen en de door de “SPGE” of de “OAA” geleden schade bewezen wordt. »

Naast de mogelijkheid tot opzegging die uitdrukkelijk voorzien is bij artikel 17.2, kan in geval van beëindiging van de industriële lozing op het zuiveringsstation, het in artikel 17.2 bedoeld opzeggingsrecht op initiatief van de “S.P.G.E.” enkel worden uitgeoefend wegens niet-naleving van artikel 11.2 en nadat is vastgesteld dat de in voormeld artikel voorziene overlegfase is mislukt.

De omzendbrief treedt in werking op 1 januari 2019, datum waarop het “CSAI”-model in werking treedt.

Namen, 16 mei 2023.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/44446]

Décision 230 du 6 juin 2023  
relative au règlement d'ordre intérieur de BRUGEL

Etablie sur base de l'article 30sexies de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.

## Section 1ère. — Définitions

Lorsque le masculin est utilisé, il a une vocation épiciène.

Article 1<sup>er</sup>. Définitions

Pour l'application du présent règlement, il convient d'entendre par :

- 1°. “ordonnance électricité” : l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2°. “ordonnance gaz” : l'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale ;
- 3°. “ordonnance cadre eau” : ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;
- 4°. “BRUGEL” : Bruxelles Gaz Electricité, la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale ;
- 5°. “règlement” : le présent règlement d'ordre intérieur de BRUGEL ;
- 6°. “jour ouvrable” : chaque jour calendrier, à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés ;
- 7°. “Ministre” : le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a l'Énergie dans ses attributions ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/44446]

Beslissing 230 van 6 juni 2023  
betreffende het huishoudelijk reglement van BRUGEL

Opgesteld op basis van artikel 30sexies van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

## Deel 1. — Definities

Als de mannelijke vorm wordt gebruikt, dan is die genderneutraal bedoeld.

## Artikel 1. Definities

Voor de toepassing van dit reglement verstaan we onder:

- 1°. “elektriciteitsordonnantie”: de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2°. “gasordonnantie”: de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 3°. “ordonnantie waterkader”: ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;
- 4°. “BRUGEL”: Brussel Gas Electriciteit, de Brusselse Reguleringscommissie voor Energie;
- 5°. “reglement”: het voorliggende huishoudelijk reglement van BRUGEL;
- 6°. “werkdag”: elke kalenderdag, met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen;
- 7°. “Minister”: de Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die bevoegd is voor Energie;